



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

**Unité bidépartementale
Calvados-Manche**

CAEN, le 18/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PGS PERURENA

3410 route du régiment écossais
14130 Coquainvilliers

Références : 2023-573
Code AIOT : 0005303112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2023 dans l'établissement PGS PERURENA implanté 3410 route du régiment écossais 14130 Coquainvilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site de Coquainvilliers fait l'objet d'une mise en demeure depuis le 15 juin 2021. Cette mise en demeure repose principalement sur les enjeux en matière de gestion des eaux pluviales et les capacités de confinement associées en cas de pollution. Un porté à connaissance (PAC) a été déposé par l'exploitant en mai 2022. Dans ce PAC, l'exploitant s'engage notamment à réaliser les travaux et la visite s'inscrit dans ce cadre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PGS PERURENA
- 3410 route du régiment écossais 14130 Coquainvilliers
- Code AIOT : 0005303112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de PGS Perurena fabrique et répare des palettes en bois. Il existe depuis 1940. Il fait l'objet d'une certification PEFC liée à l'approvisionnement en bois durable. Aucun traitement chimique du bois n'y est effectué.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle des travaux effectués afin de se conformer aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 15 juin 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Dispositif de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 8.6.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 8.3.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection des milieux récepteurs	AP de Mise en Demeure du 15/06/2021, article 1	/	Sans objet
2	Gestion des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 15/06/2021, article 1	/	Sans objet
5	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 1.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des éléments apportés par l'exploitant, les conditions sont réunies pour lever la mise en demeure dont l'établissement fait l'objet depuis le 15 juin 2021. Les travaux demandés ont été effectués :

- mise en place d'un muret de 1500 m de long délimitant l'ensemble de la zone de travail et permettant le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie ;
- installation d'un séparateur à hydrocarbures afin de traiter les eaux susceptibles d'être polluées.

Deux points de contrôle font toutefois l'objet de suites administratives. Elles seront à régulariser sous 3 mois :

- la réalisation de l'Étude Technique Foudre indiquant le niveau de protection à mettre en place au niveau du bâtiment des séchoirs et celui du auvent le cas échéant ;
- la matérialisation des aires de stationnement au droit des poteaux incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des eaux
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage des dépôts couverts.
Constats : L'inspection a constaté la mise en place de murets de 15 cm de hauteur et de 1500 m de long (photos à l'appui) délimitant l'ensemble de la nouvelle zone de travail et permettant le cas échéant de confiner l'intégralité des eaux d'extinction incendie du site. L'exploitant a par ailleurs indiqué que le SDIS 14 s'était rendu sur place et a réceptionné cette nouvelle installation. Ce point de contrôle, repris dans l'arrêté de mise en demeure, est désormais soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an.
Constats : Un séparateur à hydrocarbures, correctement dimensionné, permettant de traiter l'ensemble des eaux pluviales et eaux d'extinction incendie de la partie du site en activité a été installé. Une vanne de coupure en cas de sinistre a été mise en place. Ce point de contrôle repris dans l'arrêté de mise en demeure est désormais soldé. L'exploitant devra toutefois indiquer au niveau de la vanne le sens de l'ouverture/fermeture, élément qui fera l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositif de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 8.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : La procédure en cas de départ de feu a été transmise. Son examen n'entraîne pas d'observation particulière. En revanche, les aires de stationnement des pompiers au droit de chaque poteau incendie n'ont pas été matérialisées au sol. Il est demandé à l'exploitant de remédier à ce constat.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre
Prescription contrôlée : 1. Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent tel que défini par l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susmentionné. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.
Constats : L'Analyse du Risque Foudre (ARF) a bien été réalisée en 2011 par la société DEKRA. Elle a conclu à la nécessité de réaliser une Étude Technique Foudre (ETF) afin de déterminer le niveau de protection à mettre en place pour le bâtiment abritant les séchoirs. A ce jour, ce bâtiment n'est pas protégé et l'ETF devra déterminer si l'auvent construit à proximité le nécessite également. L'exploitant s'est engagé lors de l'inspection à faire le nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 1.6.1
Thème(s) : Autre, Modifications et cessation d'activité
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant a précisé lors de l'inspection que le broyeur de déchets (rubrique 2791) a été évacué il y a plus de 20 ans (pas de certificat à disposition). En revanche, le justificatif d'évacuation de la cuve de propane de carburation (rubrique 1414) a été fourni. L'exploitant a indiqué qu'il envisage de changer ses chariots élévateurs au gaz par des chariots électriques. Il devra s'assurer que le seuil de classement dans la rubrique 2925 n'est pas atteint comme précisé lors de la visite. A l'occasion de la visite, l'exploitant a indiqué l'installation d'une cabine automatique de peinture d'ici la fin de l'année. Il devra au préalable en informer la préfecture du Calvados en déposant un dossier de porter à connaissance (PAC). Il pourra inclure dans ce document la mise en place de la nouvelle aspiration de sciures de bois réalisée en 2021. Pour information, l'exploitant au regard des modifications apportées aux installations, prévoit de réaliser une campagne de mesure de bruit d'ici fin 2023 afin de vérifier le respect des seuils prévus dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet